

**Convention collective**

**IDCC : 9372. – EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES  
(Indre-et-Loire)  
(19 février 1975)**

(Etendue par arrêté du 6 juillet 1976,  
*Journal officiel* du 21 août 1976)

---

**AVENANT N° 70 DU 11 JUIN 2012**

NOR : AGRS1297191M  
IDCC : 9372

---

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles CR ;  
L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA,

D'une part, et :

La fédération générale de l'agriculture CFDT ;  
L'union départementale des syndicats CFTC ;  
La fédération agroalimentaire de l'agriculture FO ;  
La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;  
Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Dans le cadre de la recodification du code du travail (ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, ratifiée par la loi n° 2008-67 du 21 janvier 2008), les articles de la convention collective sont modifiés de la manière suivante :

- remplacer, dans l'article 2, l'article L. 132-8 du code du travail par les articles L. 2261-9 à L. 2261-13 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 6, la mention relative au titre IV du code du travail par la mention « 2<sup>e</sup> partie, livre III et livre IV du code du travail » ;
- remplacer, dans l'article 6, les articles L. 412-2, L. 413-2 et L. 461-3 du code du travail par les articles L. 2141-5 à L. 2141-8, L. 2134-2, L. 2281-5 à L. 2281-9 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 8 *a*, l'article L. 412-13 du code du travail par l'article L. 2143-12 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 8.5, l'article L. 412-15 du code du travail par les articles L. 2143-8 et L. 2143-11 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 8.17 *b* 1, l'article L. 421-1 du code du travail par les articles L. 2311-1 et L. 2312-1 à L. 2312-5 du code du travail ;

- remplacer, dans l'article 8 *a* 6, l'article L. 420-3 du code du travail par les articles L. 2143-13 à L. 2143-19 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 9, 5<sup>e</sup> alinéa, l'article L. 425-1 du code du travail par les articles L. 2421-8 à L. 2421-16 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 8.17, les articles L. 421-1 et suivants du code du travail par les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 14 *bis f*, l'article D. 121-1 du code du travail par l'article D. 1242-3 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 17.1, l'article L. 122-32-1 du code du travail par l'article L. 1226-10 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 17.2, l'article L. 323-25 du code du travail par les articles L. 5213-10 et suivants du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 17.11, l'article L. 122-26 du code du travail par l'article L. 1225-18 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 17.17 *bis*, l'article L. 122-28-1 du code du travail par les articles L. 1225-47 à L. 1225-60 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 19.2, les articles L. 323-9 et suivants du code du travail par les articles L. 5212-13 et suivants du code du travail et supprimer l'article L. 323-22 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 20.6, l'article L. 433-13 du code du travail par l'article L. 2324-8 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 25, l'article L. 122-16 du code du travail par l'article L. 1234-19 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 45, l'article L. 222-5 du code du travail par les articles L. 3133-4 à L. 3133-6 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 48, l'article L. 223-4 du code du travail par les articles L. 3141-4 et L. 3141-5 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 48 *d*, l'article L. 223-8 du code du travail par les articles L. 3141-17 à L. 3141-20 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 48 *e*, l'article L. 223-11 du code du travail par les articles L. 3141-22 à L. 3141-29 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 51, aux paragraphes sur l'éducation ouvrière et la formation professionnelle, les articles L. 451-1 et suivants du code du travail par les articles L. 3142-7 à L. 3142-15 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 51, au paragraphe sur le congé de formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, les articles L. 225-1 et suivants du code du travail par les articles L. 3142-43 à L. 3142-46 du code du travail ;
- remplacer, article 55 *a*, l'article L. 111-1 du code du travail par « de la 6<sup>e</sup> partie, livre II du code du travail » ;
- remplacer, article 55 *b*, les articles L. 111-4 et R. 111-4 du code du travail par les articles L. 6221-1 à L. 6225-8, R. 6222-2 à R. 6222-41 et D. 6222-1 du code du travail.

## Article 2

- article 2, remplacer « le chef du SDITEPSA » par « l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 5, 2<sup>e</sup> alinéa, remplacer « le chef du SDITEPSA » par « le directeur ou son représentant de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 5, 3<sup>e</sup> alinéa, remplacer « le chef du SDITEPSA » par « le directeur ou son représentant de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;

- article 8.9, remplacer « l'inspecteur du travail de la protection agricole » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 8.17 *a* 2, remplacer « chef du SDITEPSA » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 8.17 *a* 11, remplacer « chef du SDITEPSA » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 8.17 *a* 12, remplacer « chef du SDITEPSA » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 9, remplacer « l'inspecteur du travail et de la protection sociale agricole » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 9, 6<sup>e</sup> alinéa, remplacer « l'inspecteur du travail et de la protection sociale agricole » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 9, 10<sup>e</sup> alinéa, remplacer « l'inspecteur du travail et de la protection sociale agricole » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 20.2, remplacer « le chef du SDITEPSA » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 20.6, remplacer « l'inspecteur du travail et de la protection sociale agricole » par « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 20.9, remplacer « le chef du SDITEPSA » par « le directeur de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 43 *b* 3, remplacer « service départemental du travail et de la protection sociale agricoles » par « du directeur de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 44 *b*, 1.2 et 2, remplacer « du service départemental du travail et de la protection sociale agricoles » par « de l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE ».

### **Article 3**

Les articles suivants de la convention collective sont modifiés de la manière suivante :

A l'article 5, 4<sup>e</sup> alinéa, les termes « ou devant le tribunal d'instance statuant en matière prud'homale » sont supprimés.

2. L'article 9 relatif au nombre de délégués du personnel est modifié et complété par les dispositions suivantes :

- « – de 11 à 25 salariés : 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant ;
- de 26 à 50 salariés : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants ;
  - de 51 à 99 salariés : 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants ;
  - de 100 à 124 salariés : 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants ;
  - de 125 à 174 salariés : 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants ;
  - de 175 à 249 salariés : 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants ;
  - de 250 à 499 salariés : 7 délégués titulaires et 7 délégués suppléants ;
  - de 500 à 749 salariés : 8 délégués titulaires et 8 délégués suppléants ;
  - de 750 à 999 salariés : 9 délégués titulaires et 9 délégués suppléants ;
  - à partir de 1 000 salariés : 1 délégué titulaire et suppléant par tranche supplémentaire de 250 salariés ».

3. L'article 14 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

Le délai de prévenance applicable en cas de rupture de la période d'essai est fixé comme suit :

« A l'initiative de l'employeur :

- 24 heures quand le temps de présence est en deçà de 8 jours ;

- 48 heures quand le temps de présence est compris entre 8 jours et 1 mois ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

A l'initiative du salarié :

- 24 heures si la durée est inférieure à 8 jours ;
- 48 heures pour une durée supérieure à 8 jours. »

4. A l'article 17.2, le *b* est supprimé.

5. A l'article 19.3, les termes « à 5 % » sont remplacés par les termes « à 10 % ».

6. L'article 20.11 est supprimé et remplacé par « l'employeur doit informer, en cas de licenciement économique, l'autorité administrative par écrit et dans un délai de 8 jours suivant l'envoi de la lettre de licenciement au salarié ».

7. Le premier alinéa de l'article 21 est remplacé par « 1 an d'ancienneté » au lieu de « 2 ans d'ancienneté » et le 2<sup>e</sup> alinéa et le 3<sup>e</sup> alinéa sont modifiés de la manière suivante :

- jusqu'à 10 ans d'ancienneté : les termes « 1/7 de mois par année de présence » sont remplacés par « 2/10 de mois par année de présence » ;
- plus de 10 ans d'ancienneté : les termes « 1/7 de mois par année de présence augmenté de 1/12 par année de présence au-delà de 10 ans » sont remplacés par « 2/10 de mois par année de présence augmenté de 2/15 de mois par année de présence au-delà de 10 ans ».

8. A l'article 26, les termes « dans les 2 mois » sont remplacés par les termes « dans les 6 mois » (NB. – L'annexe III sera modifiée en conséquence).

9. L'article 33 est modifié de la manière suivante :

« 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> semestres d'apprentissage :

- moins de 18 ans : 25 % du Smic ;
- plus de 18 ans : 41 % du Smic ;
- 21 ans et plus : 53 % du Smic.

3<sup>e</sup> semestre d'apprentissage :

- moins de 18 ans : 37 % du Smic ;
- plus de 18 ans : 49 % du Smic ;
- 21 ans et plus : 61 % du Smic.

Pour la 3<sup>e</sup> année :

- 21 ans et plus : 78 % du Smic.

Si, exceptionnellement, le contrat est conclu pour 1 an, la rémunération est fixée pour le 1<sup>er</sup> semestre :

- plus de 18 ans : 41 % du Smic. »

La suite de l'article est sans changement.

11. L'article 42 est supprimé.

12. A l'article 43 *a* 2, les mots « 39 heures par semaine » sont remplacés par « 35 heures par semaine ».

Dans le même article 43 *b* 6, les mots « 39 heures par semaine » sont remplacés par « 35 heures par semaine ».

13. Le dernier alinéa de l'article 43 *b* 2 est supprimé.

14. A l'article 43 *b* 6, les mots « 39 heures par semaine » sont remplacés par les mots « 35 heures par semaine », à l'article 43 *b* 7, les termes « qui sera émargé chaque mois par chaque salarié et »

sont supprimés et remplacés par les termes suivants : « dont une copie sera remis au salarié en même temps que sa paie ».

15. A l'article 46 *b* 1 « Heures supplémentaires », les mots « 39 heures » sont remplacés par les mots « 35 heures ».

L'article 46 *b* 2 « Rémunération des heures supplémentaires » est modifié de la manière suivante :  
« – 25 % au-delà de la durée légale de travail de 35 heures par semaine jusqu'à la 43<sup>e</sup> heure incluse ;  
– 50 % au-delà d'une durée de travail de 43 heures. »

16. A l'article 55 *b*, la phrase « Le contrat doit être écrit et enregistré par le service départemental du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est supprimée et remplacée par la phrase suivante : « Le contrat est écrit et enregistré par la chambre d'agriculture ».

Le 3<sup>e</sup> alinéa de ce même article « L'employeur doit être agréé par le comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi » est supprimé.

Fait à Tours, le 11 juin 2012.

(Suivent les signatures.)